

## **Termes de Référence (TdR) pour une analyse de la chaîne de valeur du cacao au Gabon**

### **I. CONTEXTE**

#### **L'engagement de la Commission Européenne (CE) dans les analyses de chaîne de valeur**

La Commission Européenne a lancé l'initiative "Support governance of global food & nutrition security to build resilience", dans le cadre de laquelle des analyses des chaînes de valeur (CV) sont réalisées à travers la méthodologie Value Chain Analysis for Development (VCA4D).

Le projet VCA4D se mobilise à la demande des Délégations de l'Union Européenne (DUE) dans les pays partenaires, pour les accompagner dans la compréhension des CVs et *in fine* pour améliorer la qualité du dialogue politique et des projets. VCA4D répond à la nécessité d'obtenir des données quantitatives qui facilitent l'analyse qualitative et des indicateurs spécifiques ; l'objectif étant de fournir des éléments de choix robustes pour guider les parties prenantes dans la prise de décision ainsi que la reddition des comptes. Certaines études sur le sujet dans le passé et les décisions à prendre se heurtent souvent au manque de telles données.

VCA4D fournit des analyses détaillées des CVs, en tenant compte des dimensions sociale, économique et environnementale du développement inclusif et durable. Ces analyses favorisent l'innovation organisationnelle et technologique. Un élément clé de l'approche est de comprendre et de renforcer le rôle du secteur privé pour une croissance agricole inclusive et durable. Basée sur la preuve, l'analyse contribue à améliorer les connaissances pour favoriser des interventions à une échelle nationale et en toute transparence.

#### **La chaîne de valeur du cacao au Gabon et le soutien de l'UE**

Le Gabon, pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure, fait face à des défis sociaux majeurs et son modèle économique de dépendance aux hydrocarbures s'avère de moins en moins viable avec la diminution des ressources pétrolières et la volatilité des prix des matières premières.

Le gouvernement de transition, issu de la prise de pouvoir par des membres des Forces de Défense et de Sécurité le 30 août 2023, a élaboré un Plan National de Développement pour la Transition (PNDT 2024-2026) qui se décline en 5 piliers : 1) réformes des institutions et transition politique, 2) développement des infrastructures stratégiques, 3) intensification de la stratégie de diversification de l'économie, 4) Développement social inclusif, 5) renforcement de la durabilité environnementale et de la résilience aux changements climatiques.

L'Union Européenne et le Gouvernement gabonais ont lancé pour 2025 l'action " Appui aux Chaînes de Valeur Forêt pour une Transition Verte au Gabon " dont l'objectif est la promotion d'une économie verte au Gabon. Dans ce document, les chaînes de valeur Forêt concernent en priorité le bois, 3ème pilier de l'économie nationale, le cacao, objet d'une relance par le

Gouvernement, et enfin, certains produits forestiers non ligneux (PFNL), majoritairement du secteur informel mais au potentiel de développement intéressant.

L'action est une réponse aux défis du gouvernement gabonais en matière de diversification de son économie dépendante aux hydrocarbures tout en continuant à protéger son environnement. L'exploitation durable des ressources naturelles, notamment de sa forêt qui couvre 88 % du territoire et qui abrite une biodiversité exceptionnelle, est réaffirmée dans le Plan National de Développement pour la Transition (2024-2026).

La filière cacao (encore peu documentée<sup>1</sup>) peine à redémarrer, avec un manque d'intérêt des jeunes et des contraintes sur les aspects des techniques agroforestières, de la traçabilité des produits et de la transparence sur les prix d'achat. Actuellement, la majeure partie de la production de cacao est gérée dans de petites exploitations agricoles villageoises et familiales. La filière cacao ferait vivre environ 2000 cacaoculteurs gabonais. Pour la filière cacao, en moyenne un quart des producteurs est officiellement enregistré au sein de la CAISTAB ainsi qu'une production annuelle de cacao gravitant autour des 300 tonnes par an, ce qui positionne le Gabon loin derrière les grands producteurs. L'absence de structuration de la filière peut être expliquée par une variété de facteurs, à la fois démographiques, liées au manque d'infrastructures, à la difficulté d'accès aux technologies modernes et donc à la connaissance, aux prix modiques aux producteurs, ou encore à l'instabilité des organismes publics en charge du secteur.

Cependant, bien que négligée pendant de nombreuses années, la filière cacao fait aujourd'hui partie de la stratégie de diversification économique lancée par les autorités gabonaises. Le contexte de l'entrée en vigueur du Règlement Européen contre la déforestation sera pris en compte par l'équipe dans son analyse.

Les filières PFNL tels que le Odika, le Moabi et l'Iboga<sup>2</sup> sont peu structurées avec des contraintes au niveau de l'approvisionnement (collecte, transport) et des procédés de conditionnement et de transformation.

Le document d'action de l'UE propose d'accompagner ces secteurs au niveau de la réglementation sectorielle et fiscale du Gabon, de l'application des réglementations européennes (RDUE, CITES), de la recherche de solutions énergétiques innovantes et de la promotion de la certification.

L'étude VCA4D fournira une ligne de base sur les aspects fonctionnels et économiques de la filière du cacao au Gabon ainsi que sur les PFNL sélectionnés.

Cette étude viendra s'articuler et compléter un diagnostic rapide visant une analyse de la traçabilité et de la conformité au cadre légal pour les chaînes de valeur cacao, hévéa et huile de palme, et formuler des recommandations et un plan d'action pour la mise en conformité

---

<sup>1</sup> Voir Etude "Diagnostic rapide de la filière cacao au Gabon, 2023". Assistance technique régionale ECOFAC6 UE

<sup>2</sup> Voir Etude "Appui à la valorisation et promotion des Produits Forestiers Non Ligneux au Gabon, 2023".

Assistance technique régionale ECOFAC6 UE concernant Odika (*Irvingia gabonensis*), Miel, Moabi (*Baillonella toxisperma*), Champignons, Noisette africaine (*Coula edulis*), Iboga (*Tabernanthe iboga*) et Nkumu (*Gnetum africanum*)

dans le cadre de la préparation au RDUE (étude rapide prévu dans le cadre de l'assistance technique en appui au secteur forêt bois, débutée en novembre 2024).

A noter aussi que cette étude a été sollicitée par le Gouvernement du Gabon (courrier de juillet 2024) et impliquera logiquement une collaboration étroite avec le Point Focal NDICI du Ministère de l'Economie et des Participations, et des autres Ministères concernées (en particulier Ministère des Eaux et Forêts pour les PFNL ; Ministère en charge de l'Agriculture et CAISTAB pour le Cacao).

Cette étude viendra également en résonance avec un nouveau projet en cours mené par l'ONG Natur+ dans le cadre d NaturAfrica avec de possibles synergies, pour les aspects PFNL, en termes de choix d'experts et de zones d'enquêtes.

## **DESCRIPTION DE L'ETUDE**

### **Objectif de l'étude**

La méthodologie de référence pour la réalisation de cette analyse est la méthodologie VCA4D de la DG INTPA.F3<sup>3</sup> "Note méthodologique pour l'analyse de chaînes de valeurs agricoles – Cadre et outils. Eléments clés"<sup>4</sup>. Cette méthodologie sera appliquée dans le cas de cette étude que dans les aspects relatifs à l'analyse fonctionnelle, économique et de l'inclusion (questions structurantes : 1) Quelle est la contribution de la CV à la croissance économique ? 2) Cette croissance économique est-elle inclusive ?).

Les experts compileront une analyse fonctionnelle (description générale et cartographie de la CV ; éléments du diagnostic technique et de la gouvernance) et identifieront une typologie d'acteurs (en particulière le secteur privé) et des sous-filières qui seront utilisées pour comparer les différents sous-systèmes.

Les résultats de l'analyse permettront de mesurer et analyser l'inclusion et la croissance économique de la chaîne de valeur du cacao au Gabon, en identifiant les enjeux stratégiques nécessitant une action politique, les principaux risques, goulots d'étranglement et opportunités pour le développement du secteur, ainsi que les thèmes à analyser plus en profondeur et les domaines pour lesquels il est difficile de produire des informations. Les experts feront également plusieurs types de recommandations, et ils suggéreront des repères (benchmarks) qui permettraient de comparer la situation avec d'autres pays voisins (par exemple en termes de compétitivité).

L'analyse de la CV aidera la DUE, les acteurs actifs dans l'accompagnement de la CV et le gouvernement à confirmer et affiner leurs approches et à poursuivre leur dialogue et leur coopération autour des aspects clefs pour un développement durable et inclusif de la filière cacao. L'étude fournira une base de référence pour les indicateurs VCA4D qui pourront être ainsi surveillés au fil du temps.

### **SERVICES DEMANDES**

L'équipe sera formée par trois experts économistes (un expert international, deux experts nationaux).

---

<sup>3</sup> Directorate General for International Partnership, Unit F3 (Sustainable Agri-Food Systems and Fisheries)

<sup>4</sup> <https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d/wiki/1-vca4d-methodology>

Le travail sera organisé en trois phases :

1. Une phase de démarrage : travail préalable au bureau d'analyse des données et documents disponibles ; construction d'un plan de travail et d'utilisation du budget ; briefing à Bruxelles/virtuel avec la Project Management Unit (PMU) et l'UE : rencontre des experts, familiarisation avec le cadre méthodologique, préparation des contacts avec les acteurs/institutions locales, échanges avec la DUE et INTPA-F3.
2. Une phase de travail de terrain avec une mission dans le pays avec briefing avec la DUE et les partenaires locaux impliqués, travail de terrain et collecte de données, debriefing ou workshop pour présenter les premiers résultats à la DUE et aux acteurs locaux. L'économiste international se focalisera sur l'analyse de la chaîne de valeur du cacao et formera les deux experts nationaux qui s'occuperont de l'analyse des filières des PFNL.
3. Une phase finale : rédaction et soumission du rapport provisoire à la PMU, intégration d'éventuels commentaires de la PMU après de son control qualité, présentation des résultats dans un debriefing avec INTPA/DUE/PMU, intégration des commentaires dans la version finale du rapport.

Un ensemble d'outils sera fourni à l'équipe au démarrage ou en cours d'étude :

- Documents de présentation du projet VCA4D et du cadre méthodologique
- Logiciel AFA (AgriFood chain Analysis) pour l'analyse économique

## II. EXPERTISE REQUISE

L'équipe sera composée de 3 experts : un expert international (et chef d'équipe) issu du consortium Agrinatura ou associés, couvrant les sciences de l'économie ; et deux experts économistes nationaux issus des institutions publiques et/ou du système de recherche ayant une excellente connaissance de la CV dans le pays.

Le chef d'équipe aura en charge la coordination et facilitera les relations entre les membres de l'équipe et avec la PMU, préparera un plan de travail pour l'étude avec ses collègues, compilera le rapport final, sera responsable du respect des échéances et de l'organisation des séances de validation/restitution. Il/elle fera aussi le lien avec les administrations et les acteurs de la CV sur le terrain avec le soutien des experts nationaux.

Les experts travailleront ensemble de façon intégrée et dans un esprit participatif dès le démarrage de l'étude : identification des données utiles, développement d'une approche commune/typologie pour la collecte et analyse d'informations, et formulation de recommandations.

L'expert international devra s'investir pour un maximum de 35 jours de travail dans l'étude, et chaque expert national aura un maximum de 20 jours de travail.

Les livrables seront rédigés en français, dans un langage compréhensible, interprétable et utilisable par les décideurs politiques.

Les données collectées lors des missions et de l'étude contribueront à un système de connaissances et d'information (actuellement en développement). À cette fin, les experts devront agir conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de

l'UE, sous la supervision et la responsabilité de leurs centres de recherche ou universités respectifs.

D'autres contributions telles que des documents ou du matériel de communication et de visibilité pourront être ultérieurement rédigées sur la base de l'étude en dehors de ce contrat. De même, des ateliers de haut niveau ou techniques pour la restitution des résultats peuvent être prévus mais sortent du cadre des présents TdR.

L'ensemble des experts se conformeront à la méthodologie spécifiée dans la boîte à outils VCA4D (<https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d/wiki/1-vca4d-methodology>).

### **1) L'agro-économiste**

Il/elle sera un expert senior avec de solides connaissances et une très bonne expérience en analyse économique des chaînes de valeur. En particulier, il/elle saura élaborer les comptes financiers et économiques des acteurs de la CV et de la CV dans sa globalité. Il/elle saura analyser la CV du point de vue des différents acteurs et de la contribution de la CV aux grands agrégats économiques (PIB, balance commerciale, comptes publics, etc.). Il/elle sera à l'aise avec les notions de distribution de revenus, de création d'emplois, d'effets d'entraînement dans l'économie nationale, de compétitivité dans l'économie internationale.

Il/elle sera capable d'entreprendre une analyse fonctionnelle dans son intégralité.

Une expérience spécifique dans l'analyse des chaînes de valeur agricoles dans les pays en développement est demandée.

Une solide expérience sur la chaîne de valeur du cacao (ainsi que des enjeux liés à l'application du Règlement Européen contre la Déforestation) sera un atout.

La connaissance et l'expérience professionnelle au Gabon sera appréciée.

L'expérience dans la formation professionnelle sera un atout.

La connaissance du Français est exigée.

Une expérience dans l'analyse des politiques publiques pouvant aller jusqu'à l'aide à la décision politique (incluant la capacité à gérer des relations à haut niveau avec des fonctionnaires publics ou des acteurs du secteur privé) est un plus.

Une formation ou au moins une démonstration du logiciel spécifique AFA sera faite à l'économiste.

### **2) Deux experts économistes nationaux**

Ils/elles seront des économistes gabonais, avec une bonne connaissance de la filière cacao au Gabon.

Une connaissance pertinente des institutions nationales (techniques, économiques et politiques) et des acteurs (publics et privés) impliqués dans la CV du cacao est exigée.

Ils/elles fourniront des informations sur la chaîne de valeur au chef d'équipe, identifieront les principaux acteurs et l'information existante pertinente qui sera utilisée plus tard dans l'analyse.

Les experts nationaux faciliteront l'accès à l'information, aideront à sélectionner les données les plus pertinentes issues de sources disponibles, aideront à clarifier les incohérences et sélectionneront les données pertinentes qui amélioreront la cohérence de l'analyse.

Ils/elles seront formés à l'analyse fonctionnelle et économique de VCA4D, qu'ils appliqueront à des chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux sélectionnés avec la Délégation de l'Union Européenne.

Les tâches seront allouées comme proposé dans le tableau suivant :

	Agro-Economiste	Experts nationaux
Analyse fonctionnelle du cacao	XX	X
Quelle est la contribution de la CV du cacao à la croissance économique ?	XX	X
Cette croissance économique du cacao est-elle inclusive ?	XX	X
Analyse fonctionnelle des PFNL	X	XX
Quelle est la contribution de la CV des PFNL à la croissance économique ?	X	XX
Cette croissance économique des PFNL est-elle inclusive ?	X	XX
Résumé exécutif, commentaires généraux, conclusions et recommandations	XX	X

**X** = participation

**XX** = en charge de la rédaction

### III. LOCALISATION, DUREE ET PROCESSUS

L'étude démarrera en janvier 2025 par un briefing (à Bruxelles et/ou virtuel) et finira en mars 2025 avec l'approbation du rapport final.

L'équipe respectera les conditions suivantes :

- Les experts participeront à un briefing par visioconférence
- Une mission de terrain au Gabon par l'équipe
- L'équipe aura un briefing en début de mission(s) et un debriefing en fin de mission(s) avec la DUE.
- L'équipe soumettra un rapport final provisoire à la PMU vers mi-mars 2025 et intégrera les commentaires de la PMU issus du contrôle qualité.
- L'équipe participera à un debriefing à Bruxelles ou visioconférence pour fin mars pour présenter le rapport final avec la DG INTPA, la PMU et la DUE.
- Elle intégrera les commentaires oraux et écrits de la UE/PMU.

L'expert international se chargera aussi de la formation et du suivi de deux experts nationaux, afin d'assurer la qualité de leurs rendus sur les PFNL.

L'équipe disposera d'un budget pour les déplacements et le travail de terrain.

L'équipe sera aidée par l'Unité de Gestion du Projet (ou Project Management Unit - PMU) :

- Les membres de l'équipe participeront à un briefing à Bruxelles organisé par la PMU.
- L'équipe préparera un plan de travail (organisation du travail, calendrier des missions, enquêtes et collecte de données, etc.) et un budget pour le travail de terrain avec l'aide de la PMU si nécessaire.
- La PMU soutiendra l'équipe si nécessaire sur toute question de nature scientifique ou organisationnelle qui se poserait pendant les missions, en particulier si elle suppose une consultation de DG INTPA-F3 et de la DUE.
- Le rapport final sera soumis à la PMU, que le transmettra pour approbation à DG INTPA-F3 qu'un fois qu'elle l'ait approuvé.
- La PMU organisera le debriefing à Bruxelles ou en visioconférence. A cette occasion, les experts seront également invités à donner un retour sur les aspects méthodologiques qui pourraient encore être renforcés dans la note méthodologique actuelle.

## **V. RAPPORT FINAL**

Le rapport final ne dépassera pas les 50 pages (+ annexes) et suivra la structure suivante :

- Résumé exécutif (qui sera la base d'une brochure de communication faite pour chaque étude. Il inclura : un résumé de l'analyse fonctionnelle, le résumé des réponses aux questions structurantes analysés, les principaux points d'intérêt, opportunités et risques pour la CV ; des éventuelles recommandations) – 6 pages maximum
- Introduction et contexte
- Analyse fonctionnelle
- Quelle est la contribution de la CV à la croissance économique ? (analyse économique)
- Cette croissance économique est-elle inclusive ? (analyse économique )
- Conclusions et recommandations

Le rapport sera rédigé en français. Il sera conforme aux Règlement RGPD pour pouvoir être publié en ligne sur la page <https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d-> (sauf si, pour des raisons de confidentialité, cela ne soit pas possible).

## **VI. BUDGET**

L'activité dans le présent Termes de Reference sera assurée par la composante « fee-based » du contrat VCA4D.

Le montant proposé se réfère à un budget maximal qui pourra être mobilisé, le remboursement ayant lieu selon les dépenses réelles encourues.

*Value Chain Analysis for Development II Project (VCA4D, 2017/392-416)*

<b>Item</b>	<b>Maximum Indicative budget (EUR)</b>	<b>Budget line</b>
Team Leader/ economiste international (35 days)		Fees - Non key experts/ Expert 1
Experts economistes nationaux (20*2)		Fees – Non Key experts/ National expert
Voyages internationaux		Travel to partner countries
Per diem (15 pour l'expert international + 8*2 pour les experts nationaux)		Per diem
Couts locaux de mission		Field mission
Couts liés à la récolte des donnés		Data collection
<b>TOTAL</b>		

**VII. POINT FOCAL**

Frederic Lançon, Directeur Scientifique, PMU.